

Rapport

1. Informations générales SUR LES 3 COORDINATEURS/TRICES

Martin Loehnig, Université de Rastisbonne, Chaire de droit civil, histoire du droit et droit canonique

Ferdinando Mazzarella, Université de Palerme, Faculté de droit

David Deroussin, Université de Lyon (Lyon 3), Centre lyonnais d'histoire du droit et de la pensée politique (E.A. 669)

2. Projet

2.1. Thématique du projet

Le thème général du projet consistait à étudier, en Allemagne, en Italie et en France, l'évolution du droit privé à partir du tournant des XIX et XX^e s., c'est-à-dire à partir du moment où la *question sociale* constraint le droit positif et le discours juridique à réorienter l'application du droit pour permettre une meilleure prise en compte du point de vue et de l'intérêt collectifs (phénomène qu'on a appelé, d'après certains écrits de l'époque, *socialisation du droit*) par rapport au point de vue et à l'intérêt individuel que les codifications modernes, depuis le Code civil français (1804), avaient mis en exergue.

2.2. Dates des trois manifestations organisées à la Villa Vigoni

Les trois ateliers se sont tenus conformément au calendrier prévisionnel et aux disponibilités de la Villa Vigoni en novembre 2017 et octobre 2018 et 2019.

2.3. Programme des activités réalisées, listes des participants

À chacun des trois ateliers étaient présentent trois équipes nationales. Pour l'Allemagne, Martin Loehnig s'est entouré de : Stefan Vogenauer, Stefan Wagner et Cordula Scholz Löhniq. Pour l'Italie, Ferdinando Mazzarella s'est entouré de : Giovani Chioldi, Anna-Maria Monti, Irene Stolzi, Giovanni Cazzetta, Andrea Massironi. Pour la France, David Deroussin a fait intervenir : Alexis Mages, Olivier Descamps, Guillaume Richard et Julia Heinich. À ces collègues se sont, ponctuellement, joints d'autres collègues en cas de besoin.

2.4. Informations sur des publications issues de la coopération, déjà parues ou prévues

Un contrat d'édition a été conclue avec les éditions Klostermann, en vue de la publication de trois volumes. Les actes du premier atelier sont sous presse (à ce jour, les épreuves ont été corrigées). Les communications présentées lors du deuxième

atelier viennent d'être envoyées à l'éditeur. Les communications présentées lors du troisième atelier le seront en mai 2020. Les trois volumes paraîtront donc en 2020.

3. Rapport d'activités et de résultats

Le projet proposé était, pour des historiens du droit et des comparatistes, novateur, à la fois en raison de la chronologie retenue (le XX^e s.) et des thématiques abordées (confrontation entre *point de vue social* et idéologie libérale dans la production du droit). La littérature sur le sujet, spécialement en France, étant pour ainsi dire inexistante. Les trois ateliers se sont déroulés comme le prévoyait le programme initial. Sauf quelques adaptations de dernière minute, dues à l'absence de collègues contactés pour prendre part aux ateliers, aucune modification substantielle n'a été apportée au projet de recherche tel qu'il avait été soumis pour évaluation à la direction de la Villa Vigoni. Pour constituer les équipes nationales, le choix a été fait de privilégier des enseignants-chercheurs le plus souvent confirmés dans leur discipline et reconnus pour leur expertise relativement au projet, au détriment il est vrai des jeunes chercheurs (sauf A. Massironi).

Le point de départ du projet est un texte particulier, dont la rédaction a été achevée en 1927 : le *Projet franco-italien de Code des obligations et des contrats*. Pourquoi ? Parce que, à son époque, il traduisait déjà la volonté de rompre, au moins partiellement, avec ce qu'on pourrait appeler une vision exclusivement libérale et individualiste du droit des obligations. Parce que, aussi, il constituait une première tentative d'uniformisation des droits en Europe (quoique limité à la France et à l'Italie, ce projet était conçu comme un modèle exportable). L'étude fouillée de ce projet, du contexte de son élaboration et de sa réception par la doctrine des pays concernés a constitué, pour l'essentiel, l'objet du premier atelier. Mais elle ouvrait la perspective d'une appréhension plus globale (élargie à l'Allemagne) à la fois des tendances à l'uniformisation du droit en Europe et de la progressive limitation de la conception libérale du droit. Pour chacun des pays concernés, il s'est agi alors d'analyser ce qu'on a choisi d'appeler un processus de *socialisation du droit*, spécialement les tensions qu'un tel processus a pu susciter compte tenu des résistances du *point de vue individuel*. Cette analyse a été conduite à partir, d'abord, d'une réflexion générale, déclinée pour chaque pays et prenant pour point de départ l'étude des discours juridiques et du droit des obligations. Il s'agissait, pour chacune des périodes retenues, de préciser le contexte dans lequel la tension entre *socialisation* et *libéralisme* allait être abordée. Ensuite, des communications étaient consacrées à deux domaines –droit du travail et législation relative aux baux- choisis parce qu'ils nous semblaient les plus idoines pour détecter ou non une réorientation du droit vers la prise en compte du *point de vue social* : de fait, en droit français comme en droit italien et allemand, la réglementation des relations de travail et la législation relative aux baux se sont avérées particulièrement propices à révéler une telle réorientation.

Ce cadre général fixé, les trois ateliers ont été organisés selon un ordre chronologique. Le premier atelier a été consacré à l'entre-deux guerres, en prenant pour épicentre la réalisation du *Projet franco-italien de Code des obligations et des contrats*. Il a été l'occasion de préciser les conditions de préparation, en Italie comme en France, de ce *Projet*, et d'inscrire cette préparation dans le cadre plus large des discussions, qui agitent alors la doctrine privatiste, relatives à la prise en compte de la *question sociale* et de la protection de la partie faible ; discussions dont la finalité, comme cela a été montré lors de l'atelier, est de démocratiser davantage le droit privé pour ne pas exclure de son champ d'application les plus démunis.

Le deuxième atelier a été consacré à la Deuxième guerre mondiale, spécialement aux conséquences du développement des corporatismes sur l'évolution du droit privé, essentiellement d'ailleurs à travers les exemples allemand et italien. La question centrale était la suivante : peut-on affirmer que les expériences nazie et fasciste ont donné naissance à ce qu'on pourrait appeler un *droit privé totalitaire* ? Cet atelier a donné lieu à des recherches, sans doute inédites jusque-là, relatives à la circulation des idées et des modèles entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, mais aussi la France (avec le rôle des instituts ou centre de droit international et l'analyse, par la doctrine juridique française, des réformes opérées en Italie et en Allemagne), où les évolutions importantes qui se jouent dans ces régimes totalitaires sont scrutées avec soin par la doctrine juridique française, bien que, comme cela a été montré, elle ne souhaite pas réellement imiter ces modèles.

Le troisième atelier a porté sur la seconde moitié du XX^e s., pour chercher à prendre la mesure d'une résistance, voire d'un retour des idées libérales face au phénomène de socialisation du droit. Il a permis de montrer que si de nombreux juristes souhaitent endiguer la vague de socialisation qui s'est abattue sur leurs systèmes juridiques (c'est le cas, notamment, de ceux qui, en France, perpétuent la pensée du Doyen Georges Ripert), le législateur et la jurisprudence cherchent, quant à eux, à tenir compte des évolutions sociales et économiques, à organiser les relations juridiques de droit privé selon un point de vue moins individualiste et mettent parfois en place une réglementation juridique qui s'apparente à un droit statutaire qui laisse finalement peu de place à la volonté individuelle (comme on le voit dans la réglementation du contrat de bail dans les pays concernés ; le point d'orgue de cette évolution consistant, s'agissant des baux, dans la proclamation d'un *droit au logement*). Il a aussi permis de montrer, toutefois, que si certaines branches du droit cédaient plus facilement que d'autres au phénomène de socialisation du droit (droit du travail, législation relative aux baux), d'autres résistaient davantage. Curieusement en effet, en France par exemple, alors que les contrats d'adhésion font leur apparition, que l'ordre public domine certains rapports contractuels (contrat d'assurance) en vue de protéger la partie faible, le *droit commun* des contrats demeure inchangé depuis 1804 (jusqu'à la réforme opérée par l'ordonnance de 2016), comme si la *théorie du contrat* était restée inchangée, et était demeurée le bastion du vision libérale et individualiste du droit.

Pour la conduite de ce projet, la configuration spécifique germano-italo-française des échanges scientifiques communs à la Villa Vigoni a été particulièrement bénéfique, dans la mesure où ce qu'on appelle la *question sociale*, qui était au cœur de la thématique retenue, apparait et se développe en France, en Allemagne et en Italie à peu près au moment, pour soulever les mêmes difficultés. Tout l'intérêt de ces trois ateliers aura été de montrer que, si la France n'a pas connu avec la même intensité qu'en Italie ou en Allemagne les expériences totalitaires (fascisme, nazisme et corporatisme), les droits de ces trois pays, originairement mis en forme dans des codifications à l'esprit plutôt individualiste et libéral, ont évolué, chacun à sa manière, pour faire une place plus grande aux principes de la régulation étatique de certains rapports économiques et de la protection de la partie faible dans les contrats. En abordant des points de discussion précis (droit des contrats en général, droit du travail, logement) et en restituant les évolutions dans le contexte de l'histoire de la pensée juridique, la publication des communications présentées lors de ces trois ateliers comblera, très certainement en France et sans doute aussi en Italie et en Allemagne, des lacunes bibliographiques importantes, spécialement quant à la question du logement et de la législation des baux, tant civils d'ailleurs que commerciaux, qui n'avaient pas jusque-là fait l'objet d'une analyse historico-juridique. Les trois volumes à paraître aux éditions Klostermann devraient donc constituer, pour l'avenir, un point de départ nécessaire pour toute étude relative à la période ou à la thématique abordées ici. Même s'il n'a pas été trop compliqué de conclure ce contrat d'édition, pourrait-on suggérer à la direction de la Villa Vigoni de s'intéresser davantage à la question de la publication des ateliers qu'elle organise, par exemple en créant, chez un éditeur reconnu, une collection propre ?

1.General information on the three coordinators

Anna Bellavitis, Full professor of early modern history, Université de Rouen Normandie, Director of the Groupe de Recherche d'Histoire and Senior member of the Institut Universitaire de France

Simona Feci, Associate Professor of History of Medieval to Contemporary Law, Università di Palermo, President of Italian Society of Women Historians

Sandra Maß, Full professor of transnational history, Ruhr-Universität Bochum

2. Project

- Project theme

Ein Archiv der Frauen- und Geschlechtergeschichte in Europa. Recht, Arbeit und Körper vom Mittelalter bis in die Zeitgeschichte.

Construire l'Archive de l'histoire des femmes et du genre en Europe. Droits, travail et corps du moyen âge à l'époque contemporaine.

Costruire un Archivio della storia delle donne e di genere in Europa. Diritti, lavoro e corpi dal medioevo all'età contemporanea

-Dates of the three events at Villa Vigoni

I 4-7 dicembre 2017

II 19-22 novembre 2018

III 15-18 april 2019

- Actual programmes of the events, list of participants

I- Villa Vigoni, 4-7 dicembre 2017

4 DICEMBRE 2017

Arrivo e sistemazione presso Villa Vigoni

19.00 aperitivo e cena

5 DICEMBRE 2017

8.00-9.00 prima colazione

Introduzione

9.30-10.00

Benvenuto e introduzione (Simona Feci, Anna Bellavitis, Sandra Maß)

10.00-11.00

Ute Gerhard: *Zivilrecht und Geschlecht im Vergleich zwischen napoleonischem (Frankreich/Italien) und deutschem Recht im 19. Jahrhundert.*

11.00-11.30 pausa

11.30-12.30

Jürgen Martschukat: *16 Shots. Race, Violence, and the Law in Recent America - A History of the Present.*

13.00 pranzo

15.00-16.00

Isabelle Chabot: *Regimi dotali nel medioevo: un confronto tra città italiane.*

16.00-17.00

Sylvie Steinberg: *Genre, droit féodal et noblesse à l'époque moderne.*

17.00-17.30 pausa

17.30-19.00 discussione plenaria a cura delle coordinatrici: *Premesse per quadri d'insieme transnazionali**

6 DICEMBRE 2017

8.00-9.00 prima colazione

9.30-10.30

Manuela Martini: *Droits du travail, genre et famille en France entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Les débats autour du travail des femmes et sa rémunération.*

10.30-11.30

Christina Benninghaus: *Uneheliche Mütter, kinderlose Paare - Adoptionsrecht und Fortpfianzung im frühen 20. Jahrhundert.*

11.30-11.45 pausa

11.45-12.45

discussione

13.00 pranzo

14.00-16.00

discussione in piccolo gruppi

16.00-16.15 pausa

16.15-18.00

Simona Feci: *Progettare un atlante di storia delle donne: esperienze e possibilità.*

Giulia De Spuches: *Progettare un atlante di storia delle donne: la prospettiva della geografia di genere.*

18.00-19.00

discussione plenaria a cura delle coordinatrici: *Sintesi dei lavori e prospettive: divulgazione/progetti europei/atlante.*

7 DICEMBRE 2017

8.00-9.00 prima colazione
Partenza

II- Villa Vigoni, 19-22 novembre 2018

NOVEMBER 20TH

8.00- 9.00 Breakfast

9.30 – 13.00: Three recent publication on work, gender and law :

-Raffaella Sarti (University of Urbino-Carlo Bo): What is work ? Gender at the Crossroads of Home, Family, and Business from the Early Modern Era to the Present (R. Sarti, A. Bellavitis, M. Martini, 2018)

-Anna Bellavitis (GRHis-University of Rouen): Women's work and rights in Early Modern Urban Europe (A. Bellavitis, 2018)

11.00- 11.30 Coffee Break

-Anna Bellavitis (GRHis-University of Rouen):, Beatrice Zucca Micheletto (GRHis-University of Rouen and University of Cambridge): : Gender, Law and Economic Well-Being in Europe from the Fifteenth to the Nineteenth Century. North versus South ? (A. Bellavitis, B. Zucca Micheletto, 2018)

13.00 Lunch

14.30-18.30: Gender and work in early modern Europe

Ida Fazio (University of Palermo): Women's economic resources : the Italian perspective

Beatrice Zucca Micheletto (GRHis-University of Rouen and University of Cambridge) : Women's work and migrations

16.30- 17.00 Coffee Break

Francesca Medioli (GRHis-University of Rouen) : Work and economic relations in female monasteries

19.30 Dinner

NOVEMBER 21ST

8.00- 9.00 Breakfast

9.30- 13.00: Dependencies, exploitation, rebellion

Ulrike Krampl (University of Tours): Formes et pratiques de la dépendance à l'époque moderne

11.00- 11.30 Coffee Break

Mareen Heying (University of Düsseldorf): Sex work and social movements in Italy and Germany in the late 20th C.

13.00 Lunch

14.30-18.30 : Discussions on a new European gender history from the German, Italian and French perspectives

19.30 Dinner

III - Villa Vigoni, 15-18 april 2019

Monday, 15th:

Afternoon Arrival
19.00 Welcome drinks followed by dinner

Tuesday, 16th:

8.00-9.00 Breakfast
9.30 Introduction Sandra Maß/Xenia von Tippelskirch
9.45-10.45 Maren Lorenz (Bochum) – Entangled Body Perspectives. Historiographical Challenges in the Quest for Reconstructing the Interrelation between the Physical and the Social
10.45-11.45 Xenia von Tippelskirch (Berlin) – The Body and Early Modern Religious Boundaries
11.45-12.00 Coffee break
12.00-13.00 Fernanda Alfieri (Trento) – The *compositum humanum* in Early Modern Catholic Anthropology

13.00-14.30 Lunch
14.30-15.30 Elizabeth Claire (Paris) – Medical Topographies and Dance Ethnographies: the Case of Passionate Dancing, 18th-19th C.
15.30-16.30 Christina Benninghaus (Oxford) – The new woman and her doctor: Production, popularization and circulation of gynaecological knowledge, 1900-1930.
16.30-17.00 Coffee break
17.00-18.00 Sylvie Chaperon (Toulouse) – Learned Discourses on the Clitoris in the Inter-war Period: at the Crossroads of Anatomy, Psychoanalysis and Anthropology
19.30-21.30 Dinner

Wednesday, 17th:

8.00-9.00 Breakfast
9.30-10.30 Domenico Rizzo (Napoli) – Masculinities 19th/20th C.
10.30-11.30 Sandra Maß (Bochum) – Imperialism and the Body in Danger, 19th C.
11.30-12.00 Coffee break
12.00-13.00 Jürgen Martschukat (Erfurt) – The Age of Fitness. On the Malleability of the Body in Neo-Liberalism
13.00-14.30 Lunch
14.30-18.00 Discussion about Vigoni output/ publications
19.30-21.30 Dinner

Thursday, 18th:

8.00-9.00 Breakfast
9.00 Departure

- Information on any publications, already published or planned, resulting from the cooperation.

Publication project on the topic of “Entangled Bodies” (planed for 2021)

Project of the publication of a historiographical review on the three themes of the project: rights, work and bodies, in Italy, Germany and France in a special issue of the journal *Genesis. Rivista della Società Italiana delle storiche*

3. Report on work and results (min. 10,000, max. 15,000 characters, including spaces)

- Starting question and purpose of the project

The aim of the project was to discuss the recent developments of the history of women and gender in Europe, based on a few key words: rights, work, body, and to discuss the possibility to build new transmission tools, towards a large public.

- Indication of any changes to the original application and the reasons for such changes

Not all members of the original group were able to participate in all the meetings and, in some cases, scholars were invited who were not initially planned, as it was considered that their most recent work was particularly in accordance with the theme of the meeting. This was for example the case of the second meeting, with the participation of Dr. Medioli, Dr. Zucca Micheletto and Dr. Heying.

- Representation of the main points of discussion and the results achieved, also in consideration of the state of the art of the relevant research, of any practical applications and of any research generated by the events

The first conference was organized with the initial purpose to create a real group of work between scholars that haven't never met together but some of them. So, during the first session we offered occasions to speak about our researches and to know each other. The first session was devoted to a general overview of the European legal structures with particular attention to adopting a comparative approach. Then scholars presented several case studies about women, family and capability, property and work in different geographical contexts from Medieval Ages to contemporary times. Our perspective was trying to put together different legal systems (i.e. Roman law, feudal law, statutes and codes), rights of women and men and their agency. We spent a session to present and to discuss the possibility to create an historical atlas of European legal condition of women as an effective tool to represent similarities and differences between geographical areas, periods and cultural divisions.

The second conference was organized into three sessions: the first one included the presentation and discussion of the results of some recent books, on the history of women's work in Europe, on the relations between work and economic rights, and on how a gender perspective allowed to broaden the definition of what work is. The second session focused on women's access to resources and to work, with a special focus on the relationship between migration and economic activities and on work in the monasteries. The third one proposed a comparison between specific forms of work dependency. In the three sessions, the focus was not only on Italy, Germany and France but on Europe, in the long term, from the end of the Middle Ages to present times. The comparison was particularly stimulating and in the three conferences the three topics were addressed, as rights, work and body are of course interrelated and interdependent, especially if considered from a gendered perspective

The third conference focussed on the body, on knowledge about the body and body-knowledge. Bodies have always posed particular challenges due to the "absence" of the body in the source material that informs historians about physical practices of the past. Gender historians have long debated the history of the representation and construction of male and female bodies as well as the history of corporeal practices, yet with mixed results. However, despite many attempts to define specific historical practices, these have remained extremely fluid and lent themselves to a variety of individual interpretations in the research. The corporeal practices in question often escaped the control of church and state authorities, leaving little trace in the archives of these important institutions. In other domains, such as science and medicine, the transfer of knowledge between geographical and cultural spheres has always been pertinent to the construction of specialized knowledge about the body. The very definition and diagnosis of health and sickness is intimately linked to the cultural construction of bodies (Pernau 2009).

Depicting and representing scientific notions of an 'endangered' body meant integrating notions of a foreign or exotic 'other' as well as the evocation of visual and auditory cultures of foreign landscapes, climates, and corporeal traditions like dance. Controlling the movement of bodies, as in the case of migration flow, has often been related to specialized knowledge about aging, ethnic identities, and the use of languages. Regulations concerning marriage and offspring of mixed couples in colonial settings, for example, were founded on racially-based preoccupations with the reproduction of white male bodies and the potential interference of indigenous female bodies. These are only a few examples of how

bodies have always been shaped by concepts of race, class, faith, while also often transgressing cultural, religious, linguistic, national and imperial borders. By focusing our attention on bodies and historical conflicts concerning corporeal practices and body-knowledge, the conference aimed to challenge and to deconstruct nationalist historiographies that have mobilised the body while tending to misrepresent its complexity and the subtlety of its entangled interactions with others. With the presentations we moved beyond the national historiographies point of view. However, we realised that research concerning a transnational perspective for all European countries is still lacking.

At the end of each conference, the possibilities of disseminating new research were discussed, in the perspective, which had been at the origin of the project, to build a new European history including a gender approach. The first obstacle is the abundance of publications and researches, even if limited to the three topics chosen for the conferences: in the '90s it was still possible to produce synthesis, such as the *History of Women in the West* edited by Georges Duby and Michelle Perrot, or the *Women and gender history in Europe*, by Merry Wiesner. In the last decades, several collections in English of articles on the history of women and gender in a European and even global perspective have been published, but most of the time they are focused on North-Western Europe. In opposition to that one of the aims of our project was to compare Italy, France and Germany and in relation with the rest of Europe, including Southern and Eastern Europe. The three conferences have represented a significant step towards the realisation of such project, which will take different forms. In addition to the publication of a series of volumes, the possibility of creating an Atlas and the use of social media were discussed.

- Considerations on the participation and role of young researchers involved in the project

In all three conferences young researchers were involved with a presentation. However, due to the limited option to invite two additional researchers per conference, their number remained rather low in general. In the last conference it became clear that the integration of younger researchers is necessary as it would push new research to the front and would allow new and maybe important alliances between researchers in an early stage of their career and more established scholars.

- Information on the specific Franco-Italian-German constellation in the reciprocal scientific exchange that has taken place at Villa Vigoni

The generous founding of three conferences made it possible to establish a working group of scholars beyond their national networks. The unusual timeframe also allowed for experimental use of language which is an issue in itself in this programme. Finding out how to communicate best took time as well as discussing often distinct national historiographies and research agendas.

- Indications of possible reflections in the media

We have devoted time to discuss forms of scientific communication that were alternatives to academic ones both as a literary genre (monographs, articles in magazines etc.) and as a medium. We have reflected on the possibility of disseminating the contents of gender and women's historiography in forms accessible to a wide public by designing a handbook for universities and higher education and very short filmed lessons or conferences.